

L'implantation du SCN93 dans les pays africains anglophones

Tim Jones

De quoi est-ce qu'on parle ?

Qu'entend-on par « L'implantation du SCN93 » ? Depuis les années cinquante ou soixante les Instituts Nationaux de la Statistique (INS) des pays africains anglophones (PAA) se sont engagés dans la comptabilité nationale. En d'autres termes, les INS ont produit des estimations du PIB et de ses composantes de manière approximative selon les standards internationaux. Parfois, au moyen d'une certaine assistance technique, ils ont établi de meilleures estimations pour de nouvelles années de base. Ceci a été souvent réalisé grâce à l'utilisation de données provenant d'enquêtes sur les dépenses des ménages. Pour une analyse économique plus approfondie, des experts internationaux ont œuvré à la construction de matrices de comptabilité dite sociale (SAM). Malheureusement, ces matrices ont été abandonnées par l'SCN 2008, apparemment parce qu'elles « vont au-delà d'une structure de comptabilité rigoureuse basée sur l'observation ».

D'autre part, les INS n'ont jamais préparé des comptes sectoriels réguliers comme ce fut le cas au Royaume Uni depuis 1940. Ces comptes furent créés afin de répondre à la question posée par Keynes « Comment financer la guerre ? » puisque l'épargne du secteur ménages a joué un rôle essentiel dans la réponse à cette question. Aujourd'hui, les comptes sectoriels intégrés sont au coeur du SCN. Mais si l'implantation du SCN93 dans les PAA implique la mise en place des comptes (et des bilans) sectoriels dans les années prochaines, il faut douter de sa pertinence.

Il faut rappeler ici les caractéristiques des pays concernés (l'Afrique du Sud étant exclue). Ceux-ci manquent de ressources, et pas seulement de ressources statistiques. Leurs économies sont petites, ne comprenant que quelques centaines d'entreprises formelles. Dans la plupart des cas, le PIB est bien inférieur à €20milliards. Le secteur informel, incluant les activités agricoles et non monétaires, représente jusqu'à 65% du PIB.

Le secteur informel

Aucun pays ne sait mesurer la taille et la tendance du secteur informel annuellement, encore moins trimestriellement. D'une part, les tendances dans les branches dépendent de la totalité des entreprises concernées. Comment devine-t-on si cette totalité augmente ou diminue ? D'autre part, il est bien connu que la plupart des gens sont réticents à révéler leurs revenus. Il ne faut pas rêver. En revanche, mesurer la consommation des ménages est beaucoup plus

faisable. La consommation est généralement moins concentrée, mieux distribuée dans la population que la production. Ceci implique des coefficients de variation moins élevés (pour une taille d'échantillon donnée) dans une enquête sur la consommation que dans une enquête sur la production. Dans l'optique de l'équilibre ressources emplois des produits, étant donné les dépenses des ménages et les activités formelles, on peut arriver à estimer la production approximative du secteur informel.

Consommations des ménages

L'expérience dans des pays développés suggère que les enquêtes auprès des ménages parviennent mal à mesurer sa consommation. (Personnellement, en étudiant les données de restauration pendant des années soixante-dix au Royaume-Uni, j'ai trouvé un grand écart entre la croissance selon l'enquête auprès des entreprises et celle de l'FES (Family Expenditure Survey) auprès des ménages, j'ai beaucoup préféré ce dernier, bien que les données trimestrielles – très variable – aient du être lissées.) Quoi d'autre où les activités informels et autoconsommation dominant ?

Dans les PAA en général, les enquêtes auprès des ménages sur la consommation ne se font que tous les cinq ans. Elles sont chères et exigeantes. Elles sont utilisées à plusieurs fins : l'analyse de la pauvreté ; les pondérations pour les indices de prix à la consommation (IPC) et pour les parités de pouvoir d'achats. En principe, les comptables nationaux dans les pays doivent en profiter pour améliorer leurs estimations du PIB. Mais ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant qu'avec de l'assistance technique. Construire un tableau des équilibres ressources emplois (TRE) n'est pas évident si l'on n'y a jamais été impliqué. Sans la formation précise, réviser les séries annuelles selon la nouvelle année de base n'est pas simple non plus.

Le secteur formel

Même au niveau du secteur formel, l'estimation n'est pas aisée. Avec un champ si petit, un manque de plan comptable et de DSF, des répondeurs qui ne veulent pas répondre, de grosses erreurs d'observation et de saisi (montants saisis à onze chiffres au lieu de dix), et des variations naturelles et fortes, ceci est peu surprenant. Au moins ici il y a de l'espoir : le système TVA depuis quelques années introduit dans les PAA, malgré tous ses défauts, peut être exploité de même que le système douanier pour les statistiques du commerce extérieur.

Les estimations conjoncturelles

En général dans les PAA, il est d'usage pour les INS de préparer des estimations du PIB dans un délai de quelques semaines. En Afrique de l'Est, il faut en plus des estimations selon les

années fiscales (juillet à juin). Dans certains cas, ils se sont engagés à produire des prévisions (au Nigeria, six mois avant la fin de l'année).

Expériences en Tanzanie

Dans les années quatre-vingt-dix il y a eu deux projets de l'assistance technique distincts mais simultanés au bureau national de la statistique (NBS). L'un s'occupait de re-baser les estimations annuelles du PIB sur une nouvelle année de base (1992) tandis que l'autre mettait en place un TES pour la même année. (Une enquête budget consommation (HBS) a eu lieu en 1991-2.) Le TES, complété plus tard, a montré un PIB plus grand.

Durant les premières années du nouveau siècle, après la réalisation encore d'une HBS en 2000-1, un TRE pour l'année 2001 a été construit en utilisant les données de cette enquête avec les coefficients techniques du TES de 1992 et en effectuant l'arbitrage de nouveau. Le résultat global du PIB en 2001 n'a pas été trop éloigné des estimations existantes, mais il y a eu de grands écarts dans le détail. Ces résultats intégrés ont été adoptés comme nouvelle base pour les estimations annuelles. Malheureusement, depuis ce temps-là, celles-ci ne montrent pas un aperçu fiable, car les taux de croissances réels dans les branches sont limités à rester proches de ceux de l'année précédente quoique montrent les indicateurs. On peut dire, comme il est le cas ailleurs, qu'il y a « des erreurs de compréhension ». En principe, l'exercice TRE doit être repris suivant l'enquête budget consommation de 2006/7. Jusqu'au début de l'année 2010, les ressources n'étaient pas encore disponibles.

Expériences à l'Uganda

Les années quatre-vingt-dix ont marqué la renaissance de l'économie de l'Uganda et, avant la fin de cette décennie, la naissance du Bureau de la Statistiques de l'Uganda (UBOS). Compte tenu des difficultés de mesurer la production agricole d'une manière directe, la politique de UBOS était de réaliser des enquêtes budget consommation (UNHS) tous les trois ans. Les estimations du PIB ont été donc effectuées dans l'optique des dépenses aussi que celle de la production, avec un écart statistique mais pas tout à fait indépendamment.

Après une enquête auprès des entreprises relative à 2001 et l'UNHS de 2002, un consultant du FMI a développé un TRE très détaillé. Bien que ce dernier ait servi ultérieurement comme nouvelle base pour la série des estimations annuelles du PIB et de ces composantes, personne de l'équipe actuelle de la CN n'y a été impliqué.

Expériences au Rwanda

Au Rwanda, quelques temps après le génocide, des estimations annuelles du PIB fut remises en place avec une assistance technique à plein temps de PNUD, dans une manière simple. En 2001, le gouvernement commissionnât une étude pour savoir pourquoi les revenus taxes étaient si bas par rapport au PIB (qui ne montait qu'à 1,6 milliards de dollars). La réponse se fut suggérée dans la taille énorme du secteur non formel là-dedans. Etant donné qu'une enquête intégrée des conditions de vie (EICV) venait d'être réalisée, une des recommandations fut à mettre en place un TRE pour s'assurer le niveau et la structure du PIB. Projet EREBS donc suivît, avec des missions ponctuelles et une ERE réduite (sans matrice de consommation intermédiaire). Comme en Tanzanie, le résultat global du PIB en 2001 n'a pas été trop éloigné des estimations existantes, mais il y a eu des écarts dans le détail. En utilisant les données du système TVA pour la production formelle, pour la première fois des estimations de la taille du secteur informel ont été établies. En outre, le système d'estimations annuelles, basé principalement sur des indicateurs disponibles, a été révisé et amélioré.

En 2008, une équipe toute neuve de CN a du être recrutée à l'INSR. En même temps un projet avait été établi à trois buts :

- Construire un tableau type ERE de nouveau, en utilisant entre autres les données provenant d'une nouvelle EICV de 2006.
- Renouveler le système régulier en passant à la nouvelle année de base (2006)
- Produire des estimations trimestrielles ainsi qu'annuelles.

Les estimations trimestrielles étaient surtout requises afin de réaliser des estimations conjoncturelles pour les années fiscales (désormais juillet à juin) ainsi que les années calendriers. En tout le projet a duré d'un an comme il avait été prévu au début.

Au mois de février 2009, avec l'aide d'un financement de l'FMI-EastAFRITAC, l'INSR a mené un atelier de quinze jours. Le caractère de cet atelier a été régional aussi que national, avec la participation des comptables nationaux des pays voisins de l'Afrique de l'Est. Ces personnes étaient expérimentées dans l'estimation du PIB, mais ils n'avaient jamais eu d'expériences des ERE. Pendant l'atelier, les participants avaient alimenté un tableau ERE simplifié. Plu tard, les équilibres des produits ont été faits à la main. (L'équilibre de la consommation intermédiaire n'a du être achevé qu'au niveau global.)

Au cours de l'exercice, uniquement MS Excel a été utilisé, avec la formule puissante de SOMMESI. Ni le temps, ni l'équipe expérimentée, ni les données fiables détaillées, n'ont été

disponibles pour alimenter le logiciel ERETES, même avec la grande volonté d'un collègue excellent de la Côte d'Ivoire.

Au Rwanda, presque tous les indicateurs annuels ont une disponibilité trimestrielle. Très peu des chiffres annuels étaient basés sur les comptes commerciaux des entreprises. Forcément donc, ils sont plein d'hypothèses, comme c'est le cas presque partout aux PAA. Mais ils peuvent servir à indiquer les grandes tendances bien qu'il faut absolument les calibrer au moment où la prochaine EICV soit réalisée.

Expériences ailleurs

Depuis 2000 au moins, sauf qu'au Malawi (avec une assistance norvégienne) et à l'Ile Maurice, aucun des autres PAA n'a tenté de réaliser un TRE afin de mieux évaluer son PIB. Greffé au Nigeria, au Ghana et au Botswana, nulle part le logiciel ERETES n'a jamais pris. En revanche, Matthew Powell est en train d'assister à son implantation à l'Ile Maurice, petite économie plus formelle, de revenu moyen, où les conditions sont beaucoup plus favorables. Un appui léger en CN a été apporté par le FMI (du projet GDDS sur un financement britannique) en Gambie, au Nigeria, au Sierra Leone, au Swaziland et à la Zambie. Bien que cet appui ait été apprécié par les pays concernés, il n'a pas bouleversé leurs systèmes.

Actions à mener

Quelles sont les actions prioritaires à mener ? Au niveau international, ne pas insister sur l'implantation de l'SCN partout, avec des « milestones ». Ceci n'est pas un voyage que les pays doivent entreprendre. Définir les tableaux très simples (déjà fait ?) qui sont requis régulièrement sur le PIB, ses composantes et les agrégats associés au niveau national. Pour soutenir les estimations annuelles, exiger des pays la mise à jour régulière de leurs années de bases, utilisant les données sur les dépenses des ménages dans l'optique ERE. Développer de la matière pédagogique très pratique, limitée à ces buts. Permettre de laisser tomber les aspects secondaires et difficiles à réaliser du SCN (déflation indépendant de la consommation intermédiaire, calcul plus complexe de SIFIM et sa répartition, ajustements pour le stockage de produits finis, travail en cours...).

Ne pas insister non plus sur les nomenclatures internationales avec des centaines de postes comme le SICI (et surtout pas sur le CCP avec ses codes d'une structure différente) sans la forte adaptation à la région concernée. La nomenclature COICOP est vraiment épouvantable, monstrueux, qu'il faut réviser. (Parmi les 50 postes au deuxième niveau, un seul est consacré à la nourriture chez soi, ce qui est dotée dans les PVD d'un poids autour de cinquante pour

cent de la consommation des ménages. Il faut creuser plus profondément pour voir de types de nourriture clés, alors que les services sexuels sont dotés d'un poste du même niveau.)

Au niveau des pays, se concentrer (comme on le déjà fait) aux besoins prioritaires des utilisateurs sur le terrain. (Il faut de l'adéquation comme toujours. Exemple : savoir la formation brute de capital fixe par branche est bien souhaitable. La mesurer d'une manière complète, très dur.) Mettre le paquet sur les enquêtes budget consommation, bien conçues, bien réalisées et surtout bien analysées sur place. Ne pas rêver à mesurer le secteur informel directement sauf que de temps en temps dans l'optique des enquêtes 1-2-3.

Pour le secteur formel, exploiter à fond le système de la TVA, comme on le fait avec le système douanier. Les défauts sont évidents, mais si des efforts sont mis à les traiter, ils ne sont pas pires que les erreurs qui interviennent dans les enquêtes statistiques. Une fois établi, un tel système ne coûte presque rien. Limité bien sûr aux entreprises enregistrées, il couvre comme même le secteur taxable, ce qui est important pour l'état. Si la loi le permet, les fiches peuvent non seulement servir comme un registre des entreprises avec des variables auxiliaires puissantes mais aussi fournir des données conjoncturelles sur les chiffres d'affaires.

Conclusion

Les statistiques doivent d'une part répondre aux exigences et d'autre part être réalisables, surtout dans les pays aux ressources limitées. Dans les PAA, le PIB ainsi que sa croissance et ses composantes sont, avec l'IPC, les données les plus demandées dans les statistiques économiques produites par les INS. Ces derniers produisent donc des estimations d'une façon ou d'une autre, souvent dans des délais assez brefs, mais typiquement basées sur peu d'informations fiables. La question n'est donc pas comment implanter l'SCN tel qu'il est, ce qui n'est pas nécessaire, mais bien comment améliorer l'estimation du PIB et de ses composantes afin de fournir un schéma réaliste de la structure et du développement de l'économie à peu près en accord avec les concepts du SCN.

En tout, l'approche classique française, d'une compatibilité rigoureuse de bas en haut, peut-elle marcher dans les PAA ? Ce n'est pas évident. Comme l'a dit Vanoli : « La dualité système de comptes / agrégats est une gêne » !

Mars 2010